



HAL
open science

L'intégration sud-américaine : des enjeux continentaux aux réalités locales. Un exemple à la tri-frontière Bolivie-Pérou-Brésil

Laetitia Perrier Bruslé

► **To cite this version:**

Laetitia Perrier Bruslé. L'intégration sud-américaine : des enjeux continentaux aux réalités locales. Un exemple à la tri-frontière Bolivie-Pérou-Brésil. Yann Richard; Alia Gana. La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global/local, Karthala, p.211-233, 2014. halshs-01077985

HAL Id: halshs-01077985

<https://shs.hal.science/halshs-01077985>

Submitted on 10 Nov 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

(Version auteur libre)

Référence bibliographique : Perrier Bruslé L. 2014, *L'intégration sud-américaine : des enjeux continentaux aux réalités locales. Un exemple à la tri-frontière Bolivie-Pérou-Brésil* In Richard Y. et Gana A. La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global/local, Paris, Karthala, pp. 211 -233

L'intégration sud-américaine : des enjeux continentaux aux réalités locales. Un exemple à la tri-frontière Bolivie-Pérou-Brésil

Laetitia PERRIER-BRUSLÉ

À propos des dynamiques d'intégration régionale, deux approches coexistent dans les études sud-américaines. La première, issue des relations internationales, étudie les processus de régionalisation conduits par les États à l'échelle continentale, le plus souvent dans une perspective libérale (Mora, Hey, 2003 ; Atkins, 2001). La seconde se concentre sur l'intégration territoriale et la conquête des espaces périphériques à l'échelle nationale. Développée par les cercles militaires, elle s'appuie sur les paradigmes de la géopolitique classique (Child 1979 ; Child, 1985) et centre ses analyses sur l'État, acteur jaloux de ses prérogatives territoriales (Dykmann, 2006). Ces deux approches rendent compte de phénomènes parfois antagonistes : ouverture des frontières sous l'effet de l'intégration continentale, renforcement des frontières et fragmentation de l'espace continental sous l'effet des politiques d'intégration nationale souverainistes. C'est ainsi que le faible dialogue entre les analyses menées à l'échelle continentale et à l'échelle nationale conduit à une impasse méthodologique (Van Der Ree, 2010) : la concomitance de dynamiques d'intégration sud-américaine et d'intégration nationale, qui est pourtant un fait établi, devient difficile à penser. La compréhension des processus d'intégration dans leur globalité nous échappe.

Pour sortir de cette impasse, il faut compléter l'approche géopolitique classique où l'intégration est analysée comme une réalité politique construite par les États, par une approche constructiviste où l'intégration est envisagée comme une construction sociale permettant de réguler les rapports entre les habitants des régions frontalières aux prises avec une double dynamique d'intégration : continentale et nationale. Dans les régions transfrontalières, les acteurs sociaux s'emparent des projets politiques d'intégration conçus aux

échelles continentale et nationale et les redessinent en fonction de leur stratégie et de leur représentation (Paasi, 2002). Les routes, qui sont la face visible de ces projets d'intégrations, changent les rapports entre les lieux (Perz et al., 2012 ; Shriar, 2006) : l'éloignement relatif des régions frontalières doit être réévalué ; leur marginalité est moins évidente dès lors qu'elles sont pensées à l'échelle continentale. De nouveaux flux apparaissent, les équilibres économiques et les relations entre les acteurs en sont modifiés. Ces bouleversements obligent chaque groupe d'acteurs à redéfinir son identité et sa relation aux différents espaces environnants : l'espace national, l'espace continental, l'espace régional transfrontalier (Paasi, Prokkola, 2008 ; Novak, 2011 ; Martinez, 1994 ; Anderson, O'Dowd, 1999). L'intégration progresse à toutes les échelles et elle est autant le fait des accords interétatiques que des stratégies des acteurs locaux.

L'étude de l'appropriation des phénomènes d'intégration par ces acteurs locaux permet d'apporter un nouvel éclairage sur ces processus et de participer aux débats scientifiques qu'ils soulèvent sur deux aspects principaux :

Le premier est lié à la relation entre les dynamiques d'intégration régionale et les phénomènes de déterritorialisation et de reterritorialisation, actifs dans la mondialisation. Si tout le monde s'accorde à dire que la mondialisation est « ce processus historique de transformation de l'organisation spatiale des relations sociales en fonction de l'apparition de réseaux transcontinentaux et régionaux » (Held, McGrew, 1998 ; 220)¹, ses conséquences spatiales font l'objet d'un débat. S'achemine-t-on vers un monde plat et sans frontières (Ohmae, 1990 ; Friedman, 2005) ? Ou faut-il penser que la globalisation n'est pas la fin du politique et du territoire mais leur continuation sous d'autres formes (Held, McGrew, *op. cit.* ; Therborn, 2000 ; Hirst, Thompson, 1996) ? L'observation des politiques d'intégration régionale en Amérique du Sud permet de participer à ce débat. Si elle se traduit par l'ouverture des frontières nationales qui semble annoncer une déterritorialisation, elle correspond aussi à un processus de recréation de frontières aux limites de la zone économique, qu'il s'agisse du Mercosur, de la Communauté andine ou de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). À une déterritorialisation de façade correspondrait en réalité un processus de reterritorialisation avec la tentative d'instaurer de nouveaux lieux de gouvernances continentales.

Le deuxième aspect relève justement de la relation entre les dynamiques d'intégration et la construction de nouvelles échelles. La littérature sur les échelles insiste sur l'importance des processus de *rescaling* engagés par la mondialisation contemporaine. Ils peuvent être le résultat de l'apparition de nouvelles hiérarchies socio-spatiales (liée à l'émergence de nouvelles relations

¹ "Globalization refers to an historical process which transforms the spatial organization of social relations and transactions, generating transcontinental or interregional networks of interaction and the exercise of power".

entre les lieux). Ils peuvent aussi être le résultat de la modification des espaces de la gouvernance (apparition de pouvoirs supra-nationaux et renforcement de la gouvernance locale) (Swyngedouw, 2004 ; Brenner, 2001 ; 1998). Les projets d'intégration continentale en Amérique du Sud sont parties prenantes de ces deux processus de création d'échelle. Il est, dès lors, possible d'en observer les conséquences dans l'espace local, en partant du principe que ces nouvelles échelles sont autant des espaces politiques que des façons nouvelles de se représenter le monde.

La tri-frontière entre la Bolivie, le Pérou et le Brésil est un lieu stratégique pour observer le fonctionnement de l'intégration sur le terrain, parce que cette région au centre du continent, mais loin des centres nationaux, concentre des dynamiques d'intégration nationale, continentale et locale (au sens de transfrontalière). Cependant, pour prendre la mesure des processus en cours sur le terrain, il faut d'abord se pencher sur les centres émetteurs de ces nouvelles normes territoriales. La première partie du texte dévoile les enjeux actuels de l'intégration continentale en Amérique du Sud en insistant sur le processus de reterritorialisation. La seconde partie du texte enseigne comment ces processus d'intégration se traduisent sur le terrain et la façon dont l'intégration, envisagée cette fois comme une construction sociale régulant les rapports entre les habitants transfrontaliers, évolue.

Enjeux géographiques d'une région continentale en formation

L'intégration continentale est dans l'air du temps en Amérique du Sud. À partir des années 1980 le retour de la démocratie et la fin des gouvernements de droite, souvent soutenus par les militaires, conduisent à un renversement des paradigmes géopolitiques en vigueur. Ce changement de cap ouvre la voie aux projets d'intégration continentale. Ces derniers, nés dans un contexte néolibéral, connaissent une inflexion idéologique à partir du retour des gouvernements de gauche en Amérique du Sud. Ils prennent un tour plus combatif et plus anti-impérialiste, se présentant comme une réelle alternative à la mondialisation économique. Au travers de ces mutations, l'intégration continentale, définie tantôt comme une alliée du libéralisme économique et tantôt comme un rempart contre la mondialisation, s'impose comme un horizon d'attente des pays sud-américains. Entre déterritorialisation et reterritorialisation, elle s'inscrit dans une nouvelle géopolitique qui rompt avec les schémas de pensées antérieurs, fondés sur la prégnance du cadre national. Pour prendre la mesure de cette rupture, je présenterai ces anciens schémas avant de décrire les contours idéologiques de cette géopolitique de l'intégration.

L'intégration continentale contre l'État-nation sud-américain

Pour les États sud-américains, l'intégration continentale s'inscrit contre une tradition géopolitique centrée sur l'État en tant qu'organisme territorial. Faire le pari de l'intégration, impose donc de dépasser une vision stato-centrée et d'accepter un changement d'échelle.

L'Amérique du Sud, terre de conflits et d'antagonismes nationaux

L'Amérique du Sud est une terre d'antagonismes liée à la prégnance de l'État-nation. Ce dernier s'impose à la fois comme seule institution légitime de la gouvernance territoriale et comme horizon identitaire des peuples sud-américains. Il est à la source de la construction de communautés imaginaires nationales. L'échec bolivarien de créer une fédération de nations lors du congrès de Panama de 1826 est une démonstration spectaculaire de l'importance de ce fait national en Amérique latine et du Sud (Volvey et al., 2006). Au début du XXe siècle (1919), Carlos Badía Malagrida, un des premiers penseurs géopolitiques du continent, décrit l'Amérique latine comme fractionnée par le nationalisme (Badía Malagrida, 1946, 147). Et à l'autre bout du XXe siècle, Monica Hirst lie la difficile avancée de l'intégration régionale à la conception sud-américaine rigoriste de la souveraineté nationale, qui voit dans tout projet de gouvernance supra-nationale une menace. (Hirst, 1996 ; cf. aussi l'analyse de Dabène, 1998). Dans ce début de XXIe siècle, la permanence des conflits frontaliers² témoigne de cette vigueur du nationalisme, comme elle dit le besoin de l'État-nation sud-américain d'exister et de conforter sa légitimité par la défense de son territoire. Les gauches latino-américaines, revenues au pouvoir dans la dernière décennie, ont eu tendance à renforcer ce paradigme. Elles ont renoué avec des schémas géopolitiques anciens, nourris de la géopolitique de Ratzel, qui lie l'État, la nation et l'appropriation territoriale.

La force de ce paradigme tient au fait qu'il est ancré dans les origines des États. Au fondement de l'État-nation sud-américain se trouve le territoire qui justifie la naissance d'entités indépendantes sur les décombres des possessions coloniales. L'Audience de Quito deviendra l'Équateur, celle de Charcas, la Bolivie. Les cadres territoriaux coloniaux ont donné naissance à des « structures à caractère national » (Deler, 1981), parce que les oligarchies créoles y ont exercé un pouvoir relativement autonome durant plusieurs siècles. De ce territoire, les élites feront un ciment de la nation, parce qu'il est la seule chose

² Au début des années 2000, 19 pays d'Amérique centrale et du Sud ont des territoires frontaliers contestés avec d'autres pays (Dominguez, 2003). En Amérique du Sud, ces contestations frontalières portent aussi sur les espaces maritimes comme dans le cas de l'opposition entre le Chili, le Pérou et la Bolivie. (Perrier-Bruslé, 2013).

qui appartienne en propre à chacune des entités nationales nouvellement créées – là où la langue et l'histoire doivent être partagées. Jusqu'à une période récente, il était donc difficile d'imaginer une intégration continentale qui nierait les prérogatives territoriales de l'État et déléguerait une partie de son pouvoir à une entité supérieure. Les errements de la Communauté andine des nations, fondée en 1969 et qui se dote très tôt d'institutions supra-étatiques, sont liés à la difficulté qu'éprouvent les États andins à déléguer une partie de leur pouvoir (Vervaele, 2005). Le régionalisme qui gagne en Amérique du Sud, incarné par le MERCOSUR, s'appuie plutôt sur la coopération intergouvernementale (Freres, Sanahuja, 2005, 35).

L'intégration continentale à l'épreuve de l'hétérogénéité continentale

Le fait national contraint les projets d'intégration d'autant plus fortement qu'il s'accompagne d'une grande hétérogénéité entre les pays. Le premier facteur d'hétérogénéité relève de la stature du Brésil, ce pays monstrueux par sa taille et sa population, selon les termes du diplomate américain George Kennan (1993) qui font écho à ceux de Joaquim Nabuco qui en 1908 déclarait que « le Brésil a toujours été conscient de sa taille et a été conduit par un sentiment prophétique sur son futur » (cité in Lafer, 2000, 207). Ce Brésil qui à partir de 2000 impose la création de l'UNASUR³ et s'affirme comme leader incontesté du MERCOSUR (fondé grâce aux accords avec l'Argentine en 1991) est à la fois une figure tutélaire et menaçante pour les pays voisins. S'il est à l'origine de la notion même d'Amérique du Sud, en tant qu'entité régionale distincte de l'Amérique latine (Malamud, 2011 ; Soares De Lima, Hirst, 2006), son statut de grand pays et de puissance moyenne à l'échelle mondiale, unique sur le continent, suscite des craintes dans les chancelleries comme dans les opinions publiques soucieuses de la souveraineté nationale. En Bolivie par exemple, le conflit du Tipnis a opposé en 2011 les partisans d'une route construite dans un parc naturel par une entreprise brésilienne avec un prêt de la BNDES (Banque brésilienne de développement) et les protecteurs de l'environnement. Ce conflit a été l'occasion de dévoiler une nouvelle fois la crainte du « sub-impérialisme » brésilien ancré dans l'imaginaire national d'un petit pays sud-américain (Perrier-Bruslé, 2012).

Au-delà de la figure écrasante du Brésil, les projets d'intégration sont aussi contraints par les agendas politiques de chacun des pays sud-américains. Jaloux de leur indépendance, ces derniers se positionnent sur l'échiquier continental en fonction des intérêts nationaux, passant d'une alliance à l'autre au gré des événements. La multiplication des blocs régionaux entraîne de nombreuses

³ C'est le Brésil de Fernando Enrique Cardoso qui organise en 2000 la première rencontre des présidents sud-américains à Brasilia. Cette rencontre aboutira à la création de la Communauté sud-américaine à Cuzco en 2004, lors de la troisième rencontre des chefs d'État sud-américain qui deviendra l'UNASUR (Union des nations sud-américaines) en 2008 [URL : <http://www.unasur.org/>].

situations de doubles allégeances qui vident de leur contenu ces entités régionales⁴, d'autant plus que ces adhésions ne sont pas toujours dictées par des principes idéologiques forts (Malamud, Gardini, 2012). Le Venezuela, à la tête de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques⁵ a ainsi rejoint le MERCOSUR en 2012. En réalité, entre les prises de positions politiques des leaders nationaux et la *real politik* à la recherche des voies d'un développement économique, le hiatus est parfois profond. L'adhésion à l'ALBA TCP a pu ainsi être interprétée comme le résultat de l'attraction du pétrole vénézuélien plus que de la rhétorique bolivarienne. Les projets d'intégration, qui devraient être pensés à l'échelle continentale, semblent être captés par les intérêts nationaux de chacun des pays qui refusent d'opérer ce changement d'échelle.

Les voies contemporaines de l'intégration : la construction d'une nouvelle échelle de la gouvernance

L'intégration une idée partagée qui divise

Malgré la contrainte imposée par le fait national, il est indubitable que l'intégration a connu de réelles avancées à partir des années 1990. Sans doute parce que les différents projets ont pris en compte le souci des États sud-américains de conserver leur autonomie dans un monde globalisé où les fortes capacités de régulations des instances économiques semblaient menacer leur pouvoir (Castells, 2005 ; Perlmutter, 1991). Tous les pays partagent la conviction que la régionalisation (i.e. l'intégration) peut les aider à s'adapter au nouvel ordre mondial en restaurant une régulation politique à l'échelle continentale pour s'imposer face aux forces du marché. Il n'existe cependant pas de consensus sur la façon de le faire (Bulmer-Thomas, 2001). Cela conduit à l'inflation régionale et à la multiplication des projets. Reprenant le mot de Henry Kissinger qui demandait quel était le numéro de téléphone de l'Europe, Andrés Malamud et Gian Luca Gardini rappellent à propos de l'Amérique latine qu'elle ne dispose non seulement pas de numéro de téléphone, mais pas plus de centre, ni d'état-major et encore moins de réceptionnistes pour décrocher (Malamud, Gardini, 2012, 107). De nombreux auteurs font le même constat d'une effervescence régionaliste incapable d'imposer une nouvelle gouvernance continentale. Non seulement la multiplication des projets d'intégration empêche l'avènement d'une entité continentale, mais chacun de ces projets présente des défauts congénitaux qui l'empêchent de se doter d'institutions capables de gouverner. « Le Mercosur a été entouré depuis sa naissance par une rhétorique de l'achèvement qui a donné lieu à toute une littérature historique, politique et

⁴ Cf. sur ce point la carte 1. La Bolivie par exemple est membre de l'UNASUR, de l'ALBA-TCP, du MERCOSUR et de la Communauté andine.

⁵ De son nom complet, l'Alliance bolivarienne pour les Amériques – Traité de commerce des peuples (ALBA-TCP), Alianza bolivariana para los pueblos de nuestra América - Tratado de comercio de los pueblos, en espagnol.

légale le décrivant comme le bloc régional qu'il devrait être bien loin de ce qu'il est en réalité » (Gardini, 2005a, 403) ⁶. Contre cette vision pessimiste, deux éléments rendent compte de la nouvelle ambition spatiale des projets d'intégration.

Carte 1 : Les différents projets d'intégration



L'intégration pour restaurer une gouvernance politique dans la mondialisation

La pensée sur l'intégration n'est pas un courant minoritaire de la géopolitique sud-américaine, ni un courant totalement récent. Enracinée dans la

⁶ "Mercosur has been surrounded since its birth by a rhetoric of achievement that gave rise to the production of historical, political and legal literature describing the bloc as it ought to be rather than as it is in reality".

recherche historique de l'unité latino-américaine, elle connaît une mue idéologique à partir des années 1980. Le panaméricanisme et le bolivarianisme sont les deux versants de cette quête d'unité, que dès 1815, Simon Bolivar, dans la lettre de la Jamaïque, décrivait comme une entreprise grandiose⁷. C'est lui aussi qui lors du Congrès de Panama de 1826 propose l'idée d'une nation de nations, préfigurant le concept d'État plurinational. Le panaméricanisme quant à lui, qui fait la promotion de l'union du continent américain de l'Alaska à la Terre de feu, s'impose au XIXe siècle comme une alliance nécessaire face aux anciennes puissances coloniales puis face au communisme. Malgré leur configuration géographique différente, les deux projets ancrent le continent dans une vocation d'unité. Cette vocation participe d'un imaginaire géographique, ou d'une « conscience géographique » selon l'expression d'Andrés Rivarola Puntigliano (2011, 850), qui va puissamment structurer la géopolitique de l'intégration en l'appuyant sur une communauté imaginée latino-américaine.

La géopolitique de l'intégration qui prend corps à partir des années 1980⁸, si elle prend pour point de départ cette quête historique de l'unité, s'appuie aussi sur les concepts de la géopolitique classique allemande (de Friedrich Ratzel et Rudolf Kjellén principalement). De cette géopolitique, les auteurs sud-américains tirent des arguments pour combattre leur position périphérique et subordonnée dans le système monde (Marini, 1987). Comme Friedrich Ratzel proposait de répondre à la domination par la projection continentale, les Sud-Américains ambitionnent de se projeter au-delà de l'État-nation pour construire à l'échelle continentale une entité capable d'exister dans le système monde. « Les acteurs clés ne seront plus les États-nations mais les États continentaux » (Methol Ferré, 2009, 69), prophétise le géopoliticien uruguayen Alberto Methol Ferré. Cette idée, si elle heurte encore le souverainisme tatillon des États, se profile déjà dans le discours de certains leaders sud-américains, d'Hugo Chávez à Evo Morales⁹, qui appellent à la création de structures supranationales réellement efficaces. Face à une mondialisation économique ubiquiste, cette intégration de combat propose de reterritorialiser le monde et de restaurer une gouvernance politique capable de réguler les flux économiques. En ce sens la géopolitique de l'intégration est bien une politique scalaire qui construit une nouvelle échelle pour sauver l'autonomie de chacun des États assemblés.

L'intégration pour assurer du développement économique

L'autre ambition de cette géopolitique de l'intégration est d'assurer le développement économique. L'idée, fondée sur l'analyse du développement

⁷ «*Es una idea grandiosa pretender formar de todo el Mundo Nuevo una sola nación con un solo vínculo que ligue sus partes entre sí y con el todo*».

⁸ Cf. sur ce point l'article d'Andrés Rivarola Puntigliano qui en analyse la genèse et les principales sources d'inspirations (Rivarola Puntigliano, 2011).

⁹ Respectivement président du Venezuela de 1999 à 2013 et président de l'État plurinational bolivien de 2006 à aujourd'hui.

inégal (Amin, 1973 ; Wallerstein, 1980), est que l'intégration en permettant aux États d'atteindre une taille critique peut leur permettre de s'extraire du développement inégal et des relations asymétriques centre-périphérie. En suivant Friedrich Ratzel, le Colonel José Felipe Marini, un géopoliticien argentin, propose de repartir de la notion de l'optimum de lebensraum pour assurer l'autonomie des États (Marini, 1987 ; cf. aussi l'analyse qu'en fait Rivarola Puntigliano, 2011). D'une certaine façon, la politique d'industrialisation de Juan Domingo Perón en Argentine (1946-1955) avait été à l'avant-garde de ces analyses. Il liait la création d'un espace continental et le renforcement des structures industrielles, pour éviter à l'Argentine d'être un simple exportateur de matière première victime de l'échange inégal. Il entendait rénover le traité de 1909 de coopération entre l'Argentine, le Brésil et le Chili (dit ABC) et surtout nouer des alliances avec le Chili et les autres pays andins pour devenir une puissance véritablement continentale, c'est-à-dire capable de se projeter au-delà de la barrière andine et de faire le pont entre les deux océans¹⁰.

Les projets actuels d'intégration en Amérique du Sud reprennent à leur compte cette double dimension de la géopolitique de l'intégration : la défense de l'autonomie des États contre une mondialisation hégémonique et la recherche d'un développement économique. Le curseur entre ces deux objectifs se déplace en fonction des projets. Le MERCOSUR, fondé en 1991, a d'abord privilégié une alliance commerciale pragmatique entre une jeune démocratie, l'Argentine, et un pays encore en proie avec la dictature le Brésil (Gardini, 2005b ; Hirst, 1999). Puis il s'est doté d'un appareil idéologique plus ouvertement anti-impérialiste (Malamud, 2011), tout en refusant de créer des institutions supra-gouvernementales. L'intégration du Venezuela en 2012 le fait sortir du cône Sud et lui donne une véritable dimension continentale. L'UNASUR emprunte des voies différentes. L'Union des nations sud-américaines qui voit le jour en 2008, à l'instigation du Brésil, a été captée par le Venezuela chaviste qui lui a donné une dimension plus combative et moins directement fonctionnelle. Quant au traité de libre commerce de l'ALBA, l'Alliance bolivarienne pour les Amériques, il serait, selon certains auteurs, un projet transcalaire différent dans ses modalités géographiques car, tout en proposant de contrer l'hégémonie de la globalisation, il dépasserait le piège territorial¹¹ de l'enfermement dans l'échelle étatique pour penser l'unité à d'autres échelles (Muhr, 2012). C'est ainsi que ces trois organisations, le MERCOSUR, l'ALBA-TCP et l'UNASUR,

¹⁰ La projection en direction du Pacifique des deux grands États continentaux, l'Argentine et le Brésil, a été une pièce angulaire des paradigmes géopolitiques de ces deux États, bien avant Juan Domingo Perón. Si dès 1938 Mário Travassos croyait en une possible union des nations hispano-américaines du Pacifique aux effets redoutables pour le Brésil, le général Golbery do Couto e Silva, trente ans plus tard, s'écarte de cette analyse. Pour lui les Andes sont un mauvais ciment politique qui ne peut renforcer l'intégration (Travassos, 1938 ; Golbery do Couto e Silva, 1981 ; cf. aussi les analyses sur ce point de Scenna, 1975).

¹¹ Au sens du *territorial trap* décrit par John Agnew dans divers articles (Agnew, 1994 ; 2005 ; 2010).

apportent des réponses différentes à la nécessité de reconstruire des échelles de gouvernance dans la mondialisation.

L'intégration à l'épreuve du terrain

Les projets d'intégration, pensés depuis l'échelle nationale, ambitionnent donc d'apporter une réponse à la difficulté que rencontrent les États à exister dans la mondialisation. Au-delà de leur diversité, ces différents projets entendent réinstaurer du politique et des instances de régulation à l'échelle continentale. Cette politique de construction d'échelle entraîne des reconfigurations socio-spatiales fortes sur le terrain. La tri-frontière Bolivie-Brésil-Pérou est un lieu privilégié pour observer ces transformations car elle est le point de rencontre de trois périphéries nationales qui, après avoir vécu dans un relatif isolement, connaissent des dynamiques fortes d'intégration – qui s'expriment, entre autres, par la construction de routes. Ces projets routiers sont impulsés par les États nationaux qui les ont d'abord conçus comme des instruments d'intégration nationale pour ensuite les concevoir en conformité avec les schémas d'aménagement continentaux. Les routes modifient le contexte socio-spatial de marges jadis isolées. Des nouvelles échelles apparaissent qui sont autant des façons de penser le monde que d'agir sur lui (Jones, 1998 ; Marston, 2000) : nouvelles échelles de la gouvernance (locale avec le développement des projets transfrontaliers ; continentale avec la mise en œuvre de l'intégration physique) mais aussi nouvelles échelles spontanées qui sont le résultat de l'insertion des acteurs dans de nouveaux réseaux. Le résultat paradoxal de ces reconfigurations est que la naissance d'un espace continental de circulation ne se traduit pas sur le terrain par une plus grande intégration. Le métissage, expression historique de la marginalité de la tri-frontière, recule en faveur du « transfrontalisme ».

Reconfigurations scalaires dans une tri-frontière en cours d'intégration

La tri-frontière au cœur d'un espace de circulation continental

Si les projets d'intégration politique présentés ci-dessus peuvent apparaître bien désincarnés, ils donnent cependant naissance à des réalisations concrètes. C'est le cas de la première rencontre des présidents sud-américains à Brasilia en 2000 (première ébauche de l'UNASUR) qui conduit à la création de l'IIRSA, l'initiative pour l'intégration régionale sud-américaine (Gudynas, 2006). L'IIRSA fait partie de ces regroupements thématiques, ici les infrastructures de communications, dont les effets territoriaux peuvent être plus forts que la création de blocs politiques (Malamud, Gardini, 2012). L'IIRSA regroupe

douze pays sud-américains ainsi que trois institutions financières : la BID (Banque interaméricaine de développement), la CAF (Corporation andine de développement) et FONPLATA (le Fond pour le développement du bassin de la Plata). Le but de l'IIRSA est de rendre possible les échanges économiques entre les pays sud-américains en créant des infrastructures physiques de communication. Un plan d'aménagement continental a ainsi été défini autour de neuf axes d'intégration prioritaires (IIRSA, 2010). Un espace-projet est né, animé par une ambition géopolitique : renforcer l'indépendance du continent grâce à l'interdépendance des pays et sortir de relations inégales avec les puissances extra sud-américaines (à commencer par les États-Unis). L'IIRSA n'est pas, à proprement parler, une agence de moyen mais plutôt une instance de coordination de projets qui trouvent leurs principaux financements auprès des trois bailleurs de fonds, membres du comité technique de coordination (Killeen, 2007)¹². Derrière les cartes de l'IIRSA, et aux travers de ses premières réalisations, se dessine une nouvelle territorialité continentale où le contrôle de l'espace sert à l'avènement d'une nouvelle puissance sud-américaine. Andrés Rivarola Puntigliano voit même dans l'IIRSA « la renaissance d'un imaginaire sud-américain du lebensraum » (Rivarola Puntigliano, 2011, 857).

Carte 2 : Les neuf corridors d'intégration de l'IIRSA et la tri-frontière

¹² En tout, l'IIRSA supervise un programme de construction d'infrastructure faraimeux puisque ce sont plus de 531 chantiers qui sont en cours pour un investissement de 116 milliards de dollars (IIRSA 2011).



Comme le montre la carte, la tri-frontière Bolivie-Brésil-Pérou est traversée par un des neuf axes prioritaires. Parti de la côte Atlantique, il longe la frontière bolivienne dans l'État brésilien de l'Acre pour rentrer au Pérou au point tri-frontalier. Là, des panneaux routiers indiquent la distance au Pacifique (1 470 km) et à l'Atlantique (3 968 km). Ce corridor interocéanique a d'abord été asphalté côté brésilien, puis côté péruvien où la route est de bonne qualité jusqu'à Puerto Maldonado (capitale du département de Madre De Dios au Pérou). En 2011 la construction d'un pont sur le Madre de Dios a ouvert la voie des Andes (Cusco, puis le Pacifique). Ce corridor est le second de tous les projets de l'IIRSA en termes d'investissement (29,5 milliards de dollars). Et la tri-frontière est devenue à ce titre un espace témoin des politiques d'intégration continentale. L'inauguration des différents ouvrages (ponts et tronçons routiers) a donné lieu à des discours dithyrambiques sur l'intégration sud-américaine et le nouveau destin des espaces frontaliers dans cet espace continental en construction. Gravés dans le marbre des monuments commémoratifs, ils affirment, par exemple, « dans notre frontière amazonienne, les limites ont été dépassées grâce à la volonté des peuples d'établir des fortes relations d'Amitiés

[...] le pont Brésil-Bolivie symbolise un nouveau moment dans l'histoire de l'intégration des pays sud-américains »¹³.

Quel impact des infrastructures d'intégration sur la reconfiguration des réseaux ?

En théorie la région transfrontalière en position périphérique au sein de chacun des territoires nationaux devrait gagner, grâce à ces nouvelles infrastructures de transport, une centralité à laquelle elle semblait destinée en raison de sa position géographique au centre du continent. Les responsables locaux ont intégré cette nouvelle centralité dans leur représentation de la région, opérant un renversement total de paradigmes. D'une région qu'ils décrivaient comme marginale et isolée, ils font aujourd'hui une région nodale au cœur d'un espace continental en construction. Ce faisant ils opèrent un changement d'échelle pour penser leur région dans un ensemble continental et non plus national.

Si les récits sur la région ont changé, la reconfiguration des réseaux dans ce processus d'intégration continentale ne confirme pas toujours l'avènement d'un espace de circulation continental. L'apparition de nouvelles infrastructures conforte parfois le cadre national. L'exemple des commerçants boliviens, venus nombreux depuis la partie andine du pays, pour s'installer dans cette région tri-frontalière en témoigne. La région dispose d'un fort potentiel commercial lié à la présence d'une zone franche et à la frontière qui crée une asymétrie économique favorable aux affaires. Le négoce principal repose sur la vente de produits chinois, importés depuis les ports du Pacifique, aux consommateurs brésiliens qui disposent d'un pouvoir d'achat élevé. Pour la petite ville frontalière de Cobija (quelques 40 000 habitants en 2011), l'activité commerciale n'est pas négligeable (84 millions de dollars de marchandises importées dans la zone franche en 2010). Plutôt que d'utiliser les possibilités offertes par le nouveau réseau continental pour rejoindre le Pacifique via le Brésil et le Pérou, les commerçants s'en tiennent à l'utilisation de l'unique route de terre bolivienne (qui allonge le trajet de plusieurs jours). En réalité, leur activité repose sur un réseau informel de parenté qui, à chaque point de l'itinéraire entre les ports chiliens et la région tri-frontalière, assure la circulation de la marchandise. En dépit des dynamiques d'intégration continentale, leur réseau se déploie dans le cadre national qui fixe les limites d'un contenant que Peter Taylor avait décrit comme politiquement, socialement et économiquement homogène (Taylor, 1994). Paradoxalement, les habitants de

¹³ L'inscription est en portugais : "Aqui nesta fronteira amazônica, os limites foram superados pela vontade de nossos povos em estabelecer fortes laços de amizade. As cidades de Brasília y Cobija nasceram desse ideal. Movidos por esse sentimento, os presidentes do Brasil e Bolivia, na presença do presidente do Peru, inauguram nesta data, a Ponte Brasil-Bolivia Wilson Pinheiro que simboliza o novo momento da historia da integração dos países da América do Sul. Brasília Acre, 11 de agosto 2004. Luiz Inácio Lula Da Silva, Presidente do Brasil, Alejandro Toledo, presidente do Peru, Carlos Mesa, presidente da Bolivia".

la tri-frontière utilisent le nouveau réseau routier issu du schéma de l'IIRSA surtout pour permettre la circulation régionale (de Rio Branco à Assies Brasil et Iñapari). C'est ainsi que les commerçants boliviens utilisent les routes brésiliennes pour desservir les communautés et petites villes frontalières boliviennes.

Quand l'intégration continentale conduit à la désintégration d'une région locale

Les effets des infrastructures d'intégration sur la réorganisation des réseaux peinent à se faire sentir, le cadre national continuant à fournir un dispositif structurant, mais leur impact sur la façon dont l'intégration est construite par les acteurs sociaux sur le terrain est plus grand. Deux aspects de ce processus de construction méritent de retenir l'attention : la fin du métissage et le fractalisme des projets d'intégration qui se dupliquent à l'échelle locale.

La fin du métissage

La région transfrontalière a d'abord été une région métisse. Ce métissage était une conséquence de la situation de « double périphérie », décrite d'un point de vue systémique par John W House (1980). Loin des centres nationaux économiques et politiques, les habitants de la frontière étaient obligés d'échanger pour parer aux difficultés d'approvisionnement causées par leur isolement. La multiplication de ces échanges transfrontaliers à courte distance, dans un contexte d'absence d'État régulateur capable d'imposer le cadre national, conduisait à élever le niveau d'interaction sociale de part et d'autre de la frontière. Cela se traduisait par l'importance du bilinguisme, par des situations fréquentes de parentalité transfrontalière et par un fort degré de reconnaissance mutuelle. Ces dimensions du métissage perdurent jusqu'à aujourd'hui au sein de la population frontalière la plus anciennement installée¹⁴. L'asymétrie des pays en présence, l'État brésilien disposant d'une capacité d'aménagement du territoire qui minorait les effets de la marginalité, là où la situation inverse l'aggravait au Pérou et surtout en Bolivie, conduisait à placer ce métissage sous le signe d'un tropisme brésilien. Bien qu'asymétrique dans ces expressions, ce métissage peut être décrit comme un processus d'intégration spontané, socialement construit et enraciné dans le contexte local.

Or, l'irruption de l'échelle continentale, sous l'effet de la construction du corridor bi-océanique Bolivie-Brésil-Pérou, a pour effet de désorganiser en partie cette construction sociale. De manière paradoxale, les habitants

¹⁴ À la suite du grave conflit social qui a eu lieu dans le Pando en septembre 2008, près de 600 personnes sont parties trouver refuge au Brésil pour éviter les poursuites judiciaires de l'État bolivien (UNASUR, 2008, 19).

s'éloignent les uns des autres au fur et à mesure que l'intégration continentale devient concrète. Un habitant péruvien d'Iñapari, ville péruvienne située au point tri-frontalier entre la Bolivie, le Brésil et le Pérou résumait ainsi ce paradoxe. À propos de la construction du pont sur l'Acre qui en 2005 avait relié le Brésil au Pérou, il disait : « le pont nous a écarté [des Brésiliens], au lieu d'être plus unis, nous sommes plus éloignés »¹⁵. En réalité si le fait de vivre dans une marge isolée renforçait les échanges et la solidarité transfrontalière, l'intervention des États qui portent le projet d'intégration continentale défini par l'IIRSA renvoie chaque habitant à son espace national. Au fur et à mesure que la frontière, même plus ouverte, retrouve sa fonction première d'ordonnement de l'espace continental, les habitants sont renvoyés à leur cadre national. Un espace de circulation continentale n'est donc pas forcément un espace d'intégration à l'échelle locale.

Lorsque l'intégration se duplique à l'échelle locale

Si le métissage comme construction sociale et forme spontanée d'intégration recule, il laisse la place, dans cette région en proie à un bouleversement scalaire sans précédent, à de nouvelles formes d'intégration. Tout en se déployant de la même façon dans l'espace social local, cette intégration d'un type nouveau présente des modalités tout à fait différentes de celles spontanées du métissage qui la rendent similaire aux projets continentaux.

Premièrement, parce qu'elle s'élabore sur la base de la reconnaissance du fait national et du cadre structurant de l'État-nation, ce qui la rend assez similaire dans ses principes aux accords d'intégration qui s'élaborent entre les États à l'échelle continentale.

Deuxièmement, parce qu'elle se fonde sur la reconnaissance d'un projet commun pour la région frontalière, comme la création des blocs régionaux repose sur un nouveau dessein continental.

Concrètement, cette intégration construite à l'échelle locale est par exemple portée par les ONG qui proposent des projets transfrontaliers pour gérer les impacts locaux négatifs du corridor (augmentation de la contrebande du bois, défrichage aux abords de la route, circulation de la cocaïne). Les ONG s'appuient sur la reconnaissance d'un milieu naturel hautement valorisé par la société monde : l'Amazonie. Elles proposent des nouvelles formes de régulations socio-environnementales transfrontalières, qui dupliquent à l'échelle locale une gouvernance plurinationale qui se met en place à l'échelle des blocs régionaux. Les projets d'intégrations des ONG sont le résultat de deux impulsions. La première émane du haut, des bailleurs de fonds internationaux, qui financent plus volontiers des programmes binationaux ou trinationaux parce

¹⁵ Entretien réalisé en 2008, trois ans après la construction du pont (cité in Valcuende del Rio, 2009, 125).

qu'ils se représentent l'Amazonie comme un espace naturel nécessairement sans frontière et parce que le transfrontalisme est dans l'ère du temps d'un continent qui entend créer une « zone de paix de sud-américaine »¹⁶. La seconde impulsion vient du bas, des membres des ONG qui constatent sur le terrain la nécessité de prendre en compte les phénomènes transfrontaliers (gestion des bassins hydrographiques, gestion du risque, de la croissance urbaine, etc.) L'initiative MAP (Madre de Dios-Acre-Pando) est un bon exemple de cette double dynamique. Fondée en 1999 par des ONG et des institutions locales, elle a été reprise en main dans un deuxième temps par des acteurs internationaux – Conservacion internacional, Care et WWF – prompts à financer des initiatives transfrontalières (Aguilar Jordan, 2011).

Les organisations sociales, au-delà des ONG, élaborent aussi des formes d'intégration nouvelles qui, loin du métissage traditionnel, reconnaissent le fait national pour mieux le subjuguer. Dans la région tri-frontalière, les Indiens devenus péruviens, brésiliens ou boliviens par le hasard des traités internationaux devraient être les porteurs d'une intégration spontanée fondée sur la similitude de leurs cultures, de leur histoire et de leur position marginale dans chacun des pays. Il n'en a rien été. La lutte indigène s'est toujours inscrite dans le cadre de l'État-nation et dans une relative allégeance à l'État (Gustafson, 2009). Fondées dans les années 1980, les organisations de luttes à l'échelle régionale se sont alliées aux centrales nationales¹⁷. Ce n'est que sur la base de cette reconnaissance institutionnelle au sein de chacun des territoires nationaux que les indigènes de part et d'autre des frontières ont uni leur lutte, reconnaissant enfin leur communauté d'objectifs. Ils construisent de ce fait une intégration fondée sur l'existence du fait national.

Conclusion

L'intégration continentale se déploie donc à toutes les échelles du continent sud-américain. L'intégration conduite à l'échelle interétatique dans le cadre de la constitution de blocs régionaux et l'intégration élaborée par les habitants dans les régions frontalières ont un point en commun. Elles sont toutes deux des réponses au besoin de restaurer de la gouvernance et une régulation politique face à une mondialisation économique qui se joue en partie au niveau des frontières des États-nations. En Amérique du Sud, l'intégration participe à la construction de nouvelles échelles, selon un processus de rescalarisation observé dans d'autres parties du monde. Le territoire en tant qu'espace où se

¹⁶ Selon les termes employés lors du premier sommet des chefs d'États sud-américains.

¹⁷ Création de l'Union des nations indigènes de l'Acre et du Sud de l'Amazonie (Uniacre) au Brésil et de l'organisation Yaminahua-Machineri (Oyama), affiliée à la Centrale indigène des peuples originaires du Pando (CIPOAP), affiliée à la CIDOB (Vieria Arruda, 2010).

déploient des pouvoirs politiques de régulation est sauvé. C'est sans doute pour cela que, comme le remarquait Olivier Dabène « au-delà de la dimension incantatoire des discours, il reste que l'intégration régionale progresse bien en Amérique par le biais d'un processus de convergence, qui se nourrit tant des initiatives des agents économiques que des négociations diplomatiques » (Dabène, 1998, 3). C'est la conclusion principale de cette réflexion.

Le deuxième intérêt de ce travail est d'avoir montré les similitudes qui existaient entre les processus d'intégration dirigés par les États à l'échelle continentale et l'intégration construite par les acteurs sociaux à l'échelle des régions frontalières. Dans les deux cas, la référence à l'État national reste centrale. L'intégration est conduite dans la reconnaissance des appartenances nationales. C'est une condition préalable à l'intégration à l'échelle continentale, tant les États et les opinions publiques restent sensibles au respect de la souveraineté nationale. C'est un pré-requis dans les régions frontalières « où les frontières nationales continuent à structurer les identités et le quotidien » (Paasi, Prokkola, 2008, 12)¹⁸, et le font de plus en plus, au fur et à mesure que la construction de routes attire de nouveaux migrants à l'identité nationale plus marquée. Ce respect du principe national permet d'affirmer que l'intégration n'est pas une assimilation, où l'élément intégré serait transformé, pas plus qu'elle n'est une accommodation dans le sens où l'élément nouvellement intégré ne modifierait pas l'ensemble dans lequel il s'intègre.

Reste que cette intégration qui conduit à la définition de nouvelles échelles de gouvernance n'opère pas dans n'importe quel contexte. La fièvre intégratrice qui s'est emparée de l'Amérique dans les années 1990 s'est traduite par l'affirmation d'un bloc régional sud-américain. Le Brésil a été un des moteurs de cette nouvelle régionalisation qui a conduit à l'autonomisation de l'Amérique du Sud face à l'Amérique centrale et du Nord. Comme le remarque Andrés Rivarola Puntigliano, « l'Amérique du Sud qui n'était rien d'autre qu'une expression géographique et en train de devenir une réalité politique et économique... Certains commencent à parler des États-Unis d'Amérique du Sud » (Rivarola Puntigliano, 2011, 846)¹⁹. La terminologie n'est pas fortuite. C'est loin du grand frère nord-américain, et en partie contre les États-Unis d'Amérique du Nord, que se construit ce nouvel espace d'intégration.

Bibliographie

¹⁸ «The empirical observations show that, in spite of increasing interaction and co-operation, this national border still structures a certain regionalization of everyday life and identities and provides a socio-spatial framework for organising and performing daily routines in a national context».

¹⁹ «From being not more than a geographical expression, South America is rapidly becoming a political and economic entity with increasing international actorhood; some go as far as speaking of a United States of South America».

- AGNEW John, 1994, « The territorial trap: The geographical assumptions of international relations theory », *Review of International Political Economy*, vol. 1, n° 1, 53-80.
- AGNEW John, 2005, "The History of States and Their Territories", *Geopolitics* vol. 10, n° 1, 184-187.
- AGNEW John, 2010, "Still Trapped in Territory ?" *Geopolitics*, vol. 15, n° 4, 779-784.
- AGUILAR JORDAN César José, 2011, « La iniciativa MAP - entrevista personal ».
- AMIN Samir, 1973, *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Minuit.
- ANDERSON James, O'DOWD Liam, 1999, "Borders, Border Regions and Territoriality : Contradictory Meanings, Changing Significance". *Regional Studies*, vol. 33, n° 7, 593-604.
- ATKINS G. Pope, 2001, *Handbook of Research on Latin American and Caribbean International Relations : The Development of Concepts and Themes*, Boulder, West view Press.
- BADÍA MALAGRIDA Carlos, 1946, *El Factor Geográfico en la Política Sudamericana*, 2° éd., Madrid, Reus.
- BOLIVAR Simon, 1815, « Carta de Jamaica, Kingston 6 de septiembre 1815 », [En ligne : http://www.bolivar.ula.ve/cgi-win/be_alex.exe?Acceso=T011900000090/0&Nombrebd=bolivar&Sesion=436273240].
- BRENNER Neil, 1998, "Between fixity and motion : accumulation, territorial organization, and the historical geography of spatial scales", *Environment and Planning D : Society and Space*, vol. 16, n° 4, 459-481.
- BRENNER Neil, 2001, "The Limits to Scale ? Methodological Reflections on Scalar Structuration", *Progress in Human Geography*, vol. 25, n° 4, 591-614.
- BULMER-THOMAS Victor, 2001, *Regional Integration in Latin America and the Caribbean : The Political Economy of Open Regionalism*, London, University of London, Institute of Latin American Studies.
- CASTELLS Manuel, 2005, "Global Governance and Global Politics", *PS Political Science and Politics*, vol. 38, n° 1, 9-16.
- CHILD Jack, 1985, *Geopolitics and Conflict in South America : Quarrels Among Neighbors*, New York, Praeger.
- CHILD John, 1979, "Geopolitical Thinking in Latin America", *Latin American Research Review*, vol. 14, n° 2, 89-111.
- DABENE Olivier, 1998, *L'intégration régionale dans les Amériques*, Paris, Fondation nationale des Sciences politiques, « Les études du CERI ».
- DELER Jean-Paul, 1981, *Genèse de l'espace équatorien : essai sur la formation du territoire national*, Paris, A.D.P.F.
- DOMINGUEZ Jorge, 2003, *Boundary Disputes in Latin America*, n° 50, Washington, United States Institute of Peace, « Peaceworks ».
- DYKMANN Klaas, 2006, *Perceptions and politics : the foreign relations of the European Union with Latin America*. Frankfurt am Main, Vervuert Verlag.
- FRERES Christian, SANAHUJA José Antonio, 2005, "Study on Relations between the European Union and Latin America. New Strategies and Perspectives", Madrid, Instituto Complutense de Estudios Internacionales, [En ligne : http://eeas.europa.eu/la/docs/study_2004_en.pdf].

- FRIEDMAN Thomas, 2005, *The world is flat : a brief history of the twenty-first century*, New York, Farrar, Straus & Giroux.
- GARDINI Gian Luca, 2005a, "Critical Investigations on Integration in South America : Hidden Past, Uncertain Present and Controversial Future", *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 18, n° 3, 403-404.
- GARDINI Gian Luca, 2005b, "Two Critical Passages on the Road to Mercosur", *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 18, n° 3, 405-420.
- GOLBERY DO COUTO E. SILVA Général, 1981, *Geopolítica do Brasil*, n° 190, Rio de Janeiro, J. Olympio Editora, « Documentos brasileiros ».
- GUDYNAS Eduardo, 2006, *El camino de la Integración Sudamericana. Una guía de las Cumbres Presidenciales. El proceso de la Comunidad Sudamericana de Naciones*, Montevideo, Santa Cruz, CLAES, CEADES, [En ligne : http://www.fundesnap.org/files/cumbresudamericana_claesceades.pdf].
- GUSTAFSON Bret, 2009, "Manipulating Cartographies : Plurinationalism, Autonomy, and Indigenous Resurgence in Bolivia", *Anthropological Quarterly*, vol. 82, n° 4, 985-1016.
- HELD David, MCGREW Anthony, 1998, "The End of the Old Order ? Globalization and the Prospects for World Order", *Review of International Studies*, n° 24, 219-243.
- HIRST Monica, 1996, "La gobernabilidad regional en las Américas : el viejo regionalismo en un nuevo orden mundial", in M. Hirst, *Democracia, seguridad e integración. América latina en un mundo en transición*, Buenos Aires, Norma, 11-51.
- HIRST Monica, 1999, "Mercosur's Complex Political Agenda", in R. Roett (dir.), *Mercosur Regional integration, world markets*, Boulder CO, Lynne Rienner Pub, 35-48.
- HIRST Paul, THOMPSON Graham, 1996, "Globalisation Ten frequently asked questions and some surprising answers", *Soundings*, n° 4, 47-64.
- HOUSE John W., 1980, "The frontier zone : a conceptual problem for policy makers", *International Political Science Review*, vol. 1, n° 4, 456-477.
- IIRSA (=INITIATIVE POUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE SUD-AMÉRICAIN), 2010, "Planificación territorial indicativa : Cartera de proyectos 2010", *iirsa.org*, [En ligne : <http://www.iirsa.org/Document/Detail?Id=3353>].
- IIRSA, 2011, "Cartera de proyectos COSIPLAN 2011", *iirsa.org*, [En ligne : <http://www.iirsa.org/Document/Detail?Id=3360>].
- JONES Katherine T., 1998, "Scale as epistemology", *Political Geography*, vol. 17, n° 1, 25-28.
- KENNAN George F., 1993, *Around the craggy hill : a personal and political philosophy*, New York, W.W. Norton.
- KILLEEN Timothy J., 2007, *A perfect storm in the Amazon wilderness : Development and conservation in the context of the Initiative for the Integration of Regional Infrastructure of South America (IIRSA)*, n° 7, Arlington, Conservación Internacional, « Advances in Applied Biodiversity Science », [En ligne : http://www.conservacion.org/publications/Documents/AABS.7_Perfect_Storm_English.low.res.pdf].
- LAFER Celso, 2000, "Brazilian International Identity and Foreign Policy : Past, Present, and Future", *Daedalus*, vol. 129, n° 2, 207-238.
- MALAMUD Andrés, 2011, "A Leader Without Followers ? The Growing Divergence between the Regional and Global Performance of Brazilian Foreign Policy", *Latin American Politics and Society*, vol. 53, n° 3, 1-24.

- MALAMUD Andrés, GARDINI Gian Luca, 2012, “Has Regionalism Peaked ? The Latin American Quagmire and its Lessons”, *The International Spectator*, vol. 47, n° 1, 116-133.
- MARINI José Felipe, 1987, *Geopolítica Latinoamericana de la Integración*, Buenos Aires, Editorial Humanitas.
- MARSTON Sallie A., 2000, “The Social Construction of Scale”, *Progress in Human Geography*, vol. 24, n° 2, 219-242.
- MARTINEZ Oscar, 1994, *Border People : Life and Society in U.S.-Mexico Borderlands*, Tucson, University of Arizona Press.
- METHOL FERRÉ Alberto, 2009, *Los estados continentales y el Mercosur*, Merlo, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Instituto Superior Dr. Arturo Jauretche Sindicato Argentino de Docentes Privados.
- MORA Frank O., HEY Jeanne A. K., 2003, *Latin American and Caribbean Foreign Policy*, Lanham, Rowman & Littlefield.
- MUHR Thomas, 2012, “The Politics of Space in the Bolivarian Alliance for the Peoples of Our America–Peoples Trade Agreement (ALBA–TCP) : Transnationalism, the Organized Society, and Counter-Hegemonic Governance”, *Globalizations*, vol. 9, n° 6, 767-782.
- NOVAK Paolo, 2011, “The Flexible Territoriality of Borders”, *Geopolitics*, n° 16, 741-767.
- OHMAE Kenichi, 1990, *The borderless world : power and strategy in the interlinked economy*, New-York, Harper Business.
- PAASI Anssi, 2002, “Bounded Spaces in the Mobile World : Deconstructing ‘regional Identity’”, *Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie*, vol. 93, n° 2, 137-148.
- PAASI Anssi, PROKKOLA Eeva-Kaisa, 2008, “Territorial Dynamics, Cross-border Work and Everyday Life in the Finnish-Swedish Border Area”, *Space and Polity*, n° 12, 13-29.
- PERLMUTTER Howard V., 1991, “On the Rocky Road to the First Global Civilization”, *Human Relations*, vol. 44, n° 9, 897-920.
- PERRIER-BRUSLE Laetitia, 2012, « Le conflit du Tipnis et la Bolivie d’Evo Morales face à ses contradictions : analyse d’un conflit socio-environnemental », *EchoGéo*, Sur le Vif, [En ligne : <http://echogeo.revues.org/12972>].
- PERRIER-BRUSLE Laetitia, 2013, « La Bolivie, sa mer perdue et la construction nationale », *Annales de Géographie*, vol. 689, 47-72.
- PERZ Stephen, SHENKIN Alexander, BARNES Grenville, CABRERA Liliana, CARVALHO Lucas, CASTILLO Jorge, 2012, “Connectivity and Resilience : A Multidimensional Analysis of Infrastructure Impacts in the Southwestern Amazon”, *Social Indicators Research*, vol. 106, n° 2, 259-285.
- RIVAROLA PUNTIGLIANO Andrés, 2011, “‘Geopolitics of Integration’ and the Imagination of South America”, *Geopolitics*, n° 16, 846-864.
- SCENNA Miguel Angel, 1975, *Argentina Brasil, cuatro siglos de rivalidad*, Buenos Aires, La Bastilla.
- SCHOLTE Jan Aart, 1999, “Global Civil Society : Changing the World?”, CSGR working paper n° 31, Warwick Coventry, Centre for the Study of Globalisation and Regionalisation, [En ligne : <http://dspace.cigilibrary.org/jspui/bitstream/123456789/9088/1/Global%20Civil%20Society%20Changing%20the%20World.pdf?1>].
- SCHOLTE Jan Aart, 2001, “Civil Society and Democracy in Global Governance”, CSGR working paper n° 65, Warwick Coventry, Centre for the Study of Globalisation and Regionalisation, [En ligne : http://wrap.warwick.ac.uk/2060/1/WRAP_Scholte_wp6501.pdf].

- SHRIAR Avrum J., 2006, "Regional integration or disintegration ? Recent road improvements in Petén, Guatemala : A review of preliminary economic, agricultural, and environmental impacts", *Geoforum*, vol. 37, n° 1, 104-112.
- SOARES DE LIMA Maria Regina, HIRST Monica, 2006, "Brazil as an Intermediate State and Regional Power : Action, Choice and Responsibilities", *International Affairs*, vol. 82, n° 1, 21-40.
- SWYNGEDOUW Erik, 2004, "Globalisation or 'glocalisation' ? Networks, territories and rescaling", *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 17, n° 1 25-48.
- TAYLOR Peter J., 1994, "The state as container : territoriality in the modern world-system", *Progress in Human Geography*, vol. 18, n° 2, 151-162.
- THERBORN Göran, 2000, "Globalizations Dimensions, Historical Waves, Regional Effects, Normative Governance", *International Sociology*, vol. 15, n° 2, 151-179.
- TRAVASSOS Mário, 1938, *Projeção continental do Brasil*, Sao Paulo, Companhia editora nacional.
- UNASUR (=UNION DES NATIONS SUD-AMÉRICAINES), 2008, "Informe de la Comisión de UNASUR sobre los sucesos de Pando", Quito, UNASUR, [En ligne : [http://www.cedib.org/bp/Infunasur .pdf](http://www.cedib.org/bp/Infunasur.pdf)].
- VALCUENDE DEL RIO Jose Maria, 2009, *Historia y memorias de las tres fronteras Brasil, Perú y Bolivia*, Cusco, [Oscar Paredes Pando](#).
- VAN DER REE Gerard, 2010, "Chile's (Inter)National Identities : Framing the Relations with Bolivia and Peru", *Bulletin of Latin American Research*, vol. 29, n° 2, 208-223.
- VERVAELE John A.E., 2005, "Mercosur and regional integration in South America", *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 54, n° 2, 387-410.
- VIERIA ARRUDA Rinaldo Sergio, 2010, "Fronteiras e identidades : os Manchineri e os Jaminawa na tríplice fronteira Brasil- Bolívia-Peru", *Sociedade e Cultura*, vol. 13, n° 1, 25-37.
- VOLVEY Anne, PERRIER-BRUSLE Laetitia, SOUCHAUD Sylvain, AMILHAT-SZARY Anne-Laure, 2006, *L'Amérique latine*, Neuilly-sur-Seine, Atlande.
- WALLERSTEIN Immanuel Maurice, 1980, *Le système du monde du XV^e siècle à nos jours*, Paris, Flammarion.